

PRINCIPALES NOUVEAUTÉS REVENUS 2023

Situation du foyer

A compter de la déclaration des revenus 2023, l'adresse (numéro, rue, code postal et commune) des enfants majeurs ou mariés rattachés au foyer fiscal de leurs parents doit être précisée si elle est différente de celle des parents.

Revenus fonciers

La limite d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global est, à titre temporaire et sous certaines conditions, relevée de 10 700 à 21 400 € par an, à concurrence du montant des dépenses déductibles de travaux de rénovation énergétique permettant à un bien de sortir du statut de «passoire thermique». Ce dispositif optionnel s'applique au titre des dépenses de rénovation énergétique pour lesquelles le contribuable justifie de l'acceptation d'un devis à compter du 5.11.2022 et qui sont payées entre le 1.1.2023 et le 31.12.2025.

(2^{ème} LFR 2022, art. 12 ; CGI art. 156, I-3)

Plus values

Quel que soit leur montant, les plus-values de cession d'actifs numériques, réalisées à compter du 1.1.2023 à titre non-professionnel, relèvent désormais automatiquement du régime du prélèvement forfaitaire unique. Cependant, les contribuables peuvent opter pour l'application du barème progressif de l'impôt sur le revenu au lieu du taux forfaitaire de 12,8 %.

(LF 2022, art.79 ; CGI, art. 200 C)

Revenus professionnels

La majoration du résultat appliquée pour non-adhésion à une association agréée ou à un organisme mixte de gestion agréé est abrogée à compter de l'imposition des revenus de l'année 2023.

(LF 2021, art.34 ; CGI art. 158 7 1°)

Pour les revenus tirés des activités de locations meublées non professionnelles et déclarées en micro BIC, un abattement supplémentaire de 21% est instauré pour les locations de meublés touristiques classés, à condition que celles-ci soient situées en dehors des zones marquées par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logement et que le chiffre d'affaires de l'année précédente soit inférieur à 15 000 €. Cette mesure vient s'ajouter à l'abattement de 71% dont bénéficient déjà ces locations, soit un abattement total de 92%.

(LF 2024, art. 45 ; CGI, art. 50-0)

L'indemnité compensatrice versée à un agent général d'assurances exerçant à titre individuel par la compagnie d'assurances qu'il représente à l'occasion de la cessation du mandat est exonérée sous certaines conditions.

(LF 2024, art. 20 ; CGI, art. 238 quindecies)

Les indemnités journalières versées au titre d'un régime d'assurance obligatoire contre les accidents du travail et les maladies professionnelles aux exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition sont exonérées à hauteur de 50 % de leur montant.

(LF 2024, art. 5 ; CGI, art. 72 A bis)

Réductions et crédits d'impôt

Le taux de la réduction d'impôt au titre des dons est porté de 66 % à 75 % pour les dons et versements effectués au profit de la Fondation du patrimoine pour la sauvegarde du patrimoine immobilier religieux entre le 15.9.2023 et le 31.12.2025, ces versements sont retenus dans la limite de 1 000 € par an.

(LF 2024, art. 30)

A compter de l'imposition des revenus 2023, la réduction d'impôt pour dons au taux de 66 % est étendue aux dons et versements opérés en faveur d'œuvres et organismes d'intérêt général concourant à l'égalité entre les femmes et les hommes.

(LF 2024 art. 16 ; CGI, art. 200)

A compter du 1.1.2023 et jusqu'au 31.12.2025, la réduction d'impôt liée à l'acquisition directe de forêts, de terrains en nature de bois ou de terrains à bois et le crédit d'impôt pour travaux forestiers sont remplacés par un crédit d'impôt au taux de 25 %. Les rémunérations versées dans le cadre d'un contrat de gestion de bois et forêts n'ouvrent plus droit au crédit d'impôt.

(LF 2023 art. 10 ; CGI, art. 200 quindecies)

Le champ de la réduction d'impôt au titre des primes afférentes aux contrats de « rente-survie » est étendu aux contrats rentes-survies souscrits par les ascendants d'une personne souffrant d'un handicap quel que soit l'âge du descendant bénéficiaire du contrat.

(LF 2024, art. 12 ; CGI, art. 199 septies)

Le crédit d'impôt en faveur de la rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire dont les petites et moyennes entreprises (PME) sont propriétaires ou locataires, est rétabli pour les dépenses engagées entre le 1.1.2023 et 31.12.2024.

(LF 2023, art. 51)

Divers

L'aide apportée aux entreprises mahoraises confrontées à des difficultés économiques en raison des problèmes hydriques rencontrés sur l'île de Mayotte est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations ou contributions sociales.

(LF 2024, art. 76 ; décret n° 2023-982 du 25 octobre 2023)

PRINCIPALES NOUVEAUTÉS REVENUS 2024 & SUIVANTS

Traitements et salaires

L'exonération des pourboires perçus par les salariés en contact avec la clientèle est prorogée jusqu'au 31.12.2024.

(LF 2022, art. 5 ; LF 2024, art. 28)

L'exonération de l'avantage résultant de la prise en charge facultative par l'employeur des frais de carburant, des frais assimilés et du prix des titres d'abonnement aux transports publics excédant la prise en charge obligatoire est prorogée jusqu'au 31.12.2024.

(LFR 2022, art. 2 ; LF 2024, art. 29)

A partir du 1.1.2025, le plafond annuel d'exonération de la prise en charge par l'employeur des frais de carburant est porté de 200 € à 300 € et le plafond d'exonération commun au forfait mobilités durables et à la prise en charge des frais de transports personnels est porté de 500 € à 600 €.

Le plafond d'exonération applicable en cas de cumul entre la prise en charge du forfait mobilités durables et d'un abonnement aux transports publics est porté de 800 € à 900 €.

(LF 2024, art. 7 ; CGI, art. 81)

Revenus professionnels

A compter du 1.1.2024, la limite d'application du régime micro-BA est revalorisée à 120 000 €.

(LF 2024, art. 94 ; CGI, art. 69)

Revenus fonciers

L'exonération d'impôt sur le revenu du produit de la location ou de la sous-location d'une ou plusieurs pièces de l'habitation principale lorsque celui-ci n'excède pas 760 € par an est prorogée jusqu'au 31.12.2026.

(LF 2024, art. 38 ; CGI, art. 35 bis)

Réductions et crédits d'impôt

Le relèvement à 1 000 € du plafond des dons aux associations d'aide aux personnes en difficulté ouvrant droit à une réduction d'impôt de 75 % est prorogée jusqu'au 31.12.2026.

(LF 2024 art. 15 ; CGI art. 200)

Le crédit d'impôt afférent aux dépenses en faveur de l'aide aux personnes est prorogé jusqu'au 31.12.2026 pour les dépenses de travaux de renforcement de leur logement contre des risques technologiques prescrits par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT).

(LF 2024 art. 17 ; CGI art. 200 quater A)

Le crédit d'impôt pour dépenses d'équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap est prorogé jusqu'au 31.12.2025 et soumis à condition de ressources. Pour les dépenses payées à compter du 1.1.2024, le bénéfice du crédit d'impôt est réservé aux foyers fiscaux dont l'un des membres soit présente un taux d'incapacité supérieur à 50 %, soit est âgé de plus de 60 ans et souffre d'une perte d'autonomie entraînant son classement dans les groupes 1 à 4 de la grille nationale pour disposer de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA).

Les dépenses d'équipements spécialement conçus pour l'accessibilité des logements aux personnes âgées et handicapées ne sont désormais plus éligibles au crédit d'impôt.

(LF 2024, art. 71 ; CGI, art. 200 quater A)

Le crédit d'impôt pour les dépenses d'acquisition et de pose d'un système de charge pour véhicules électriques est prorogé jusqu'au 31 décembre 2025.

Pour les dépenses payées à compter du 1.1.2024, le plafond du crédit d'impôt est porté de 300 € à 500 € par système de charge et le dispositif est recentré sur les seules bornes de recharges électriques pilotables.

(LF 2023, art. 31 ; LF 2024 art. 18 ; CGI art. 200 quater C)

La réduction d'impôt Denormandie est prorogée jusqu'au 31.12.2026.

(LF 2024, art. 72 ; CGI, art. 199 novovicies)

La réduction d'impôt « Malraux » au titre des dépenses de restauration d'immeubles situés dans des quartiers anciens dégradés ou présentant une concentration élevée d'habitat ancien dégradé et faisant l'objet d'une convention pluriannuelle dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) est prorogée jusqu'au 31.12.2024.

(LF 2024 art. 14 ; CGI art. 199 tervicies)

Le taux majoré de la réduction d'impôt Madelin pour souscription au capital de PME est prorogé jusqu'au 31.12.2025 pour les seuls investissements réalisés dans les sociétés foncières solidaires (SFS) et les entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS).

Le taux de la réduction d'impôt est porté à 30 % pour les souscriptions versées au capital de jeunes entreprises innovantes (JEI), de jeunes entreprises universitaires (JEU) ou de jeunes entreprises innovantes de croissance (JEIC) avec un plafond de versement rehaussé à 75 000 € (ou 150 000 € pour un couple).

Le taux de la réduction d'impôt est porté à 50 % pour les souscriptions au capital de JEI et JEU dont les dépenses de recherche représentent au moins 30 % de leurs charges.

(LF 2024, art. 48 et 49 ; CGI, art. 199 terdecies-0 A à 199 terdecies-0 AB)

La réduction d'impôt pour souscription au capital de sociétés de financement de l'industrie cinématographique et de l'audiovisuel (SOFICA) est prorogée jusqu'au 31.12.2026.

(LF 2024 art. 13 ; CGI art. 199 unvicies)

Le taux du crédit d'impôt pour les dépenses de remplacement pour congé des exploitants agricoles est porté à 60 % pour les dépenses effectuées à compter du 1.1.2024 et à 80 % pour les dépenses de remplacement pour congé en raison d'une maladie, d'un accident du travail ou d'une formation professionnelle. Le nombre de jours de remplacement ouvrant droit au crédit d'impôt est porté à dix-sept jours par an.

(LF 2024, art. 50 ; CGI, art. 200 undecies)

Le crédit d'impôt en faveur des métiers d'art est prorogé jusqu'au 31.12.2026.

(LF 2024, art. 66 ; CGI art. 244 quater O)

Le crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles certifiées à haute valeur environnementale (HVE) est prorogé jusqu'au 31.12.2024 et bénéficie également aux exploitations certifiées HVE au cours de l'année 2024.

(LF 2021, art. 151 ; LF 2024, art. 68)

Un crédit d'impôt au titre des investissements en faveur de l'industrie verte (C3IV) est créé en faveur des entreprises réalisant des dépenses d'investissement dans les secteurs de la production de batteries, d'éoliennes, de panneaux solaires ou de pompes à chaleur.

Le taux de ce crédit d'impôt varie de 20 % à 60 % selon le lieu de réalisation de l'investissement et la taille de l'entreprise.

(LF 2024, art. 35 ; CGI art. 244 quater)

La réduction d'impôt pour investissement dans le logement social ancien outre-mer (Girardin social) est élargie : la condition de localisation des logements sur lesquels sont effectués des travaux de rénovation ou de réhabilitation permettant aux logements d'acquies des performances techniques voisines de celles des logements neufs ou permettant leur confortation contre le risque sismique ou cyclonique est supprimée. Les travaux de rénovation ou de réhabilitation, pour lesquels une déclaration préalable de travaux ou une demande de permis de construire est déposée à compter du 1^{er} janvier 2024, ouvrent droit au bénéfice de la réduction d'impôt quelque soit le lieu de situation du bien au sein des COM et de la Nouvelle-Calédonie.

(LF 2024, art. 78 ; CGI, art. 199 undecies C)

Divers

A partir du 1.9.2025, pour les couples mariés ou pacsés soumis à une imposition commune, le taux de prélèvement à la source (PAS) individualisé de chacun des conjoints sera appliqué d'office sauf option pour le maintien du taux de PAS du foyer fiscal.

(LF 2024, art. 19 ; CGI art. 204 E et 204 M)

A compter du 1.1.2024, l'ouverture d'un plan d'épargne retraite (PER) individuel est uniquement possible pour les personnes de plus de 18 ans, les mineurs en sont donc exclus.

Le plan d'épargne avenir climat (PEAC), ouvert aux personnes de moins de 21 ans, entrera en vigueur à une date fixée par décret, et au plus tard le 1.7.2024.

(LF 2024, art. 3)

A compter du 1.7.2024, les zones de revitalisation rurale (ZRR), les bassins d'emplois à redynamiser (BER) et les zones de revitalisation des commerces en milieu rural (ZoRCoMiR) sont fusionnés en un zonage unique dénommé « France Ruralités Revitalisation ».

(LF 2024, art. 73)

LE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE

(CGI, art. 204 A et suivants; BOI-IR-PAS)

Le prélèvement à la source, entré en vigueur le 1.1.2019, permet d'adapter le recouvrement de l'impôt au titre d'une année à la situation réelle de l'utilisateur au titre de cette même année. Il supprime le décalage d'un an entre la perception des revenus et le paiement de l'impôt correspondant à ces revenus.

Le prélèvement à la source concerne uniquement les modalités de paiement de l'impôt sur le revenu. Les règles de calcul de l'impôt sur le revenu ne sont pas modifiées et vous devez toujours souscrire une déclaration de revenus l'année suivant celle de leur perception.

Le prélèvement à la source s'applique aux catégories de revenus suivantes :

– les salaires, les pensions, les rentes viagères à titre gratuit et les revenus de remplacement (indemnités journalières de maladie, allocations de chômage...).

L'impôt est prélevé à la source par l'organisme qui verse les revenus (employeur, Pôle emploi, caisses de retraites, particulier employeur...). Cette retenue à la source est effectuée chaque mois par le débiteur des revenus en appliquant un taux calculé sur la base de votre dernière déclaration de revenus (ou prenant en compte les changements que vous avez déclarés dans "Gérer mon prélèvement à la source") et transmis automatiquement par l'administration fiscale. La retenue à la source s'adapte automatiquement et en temps réel au montant des revenus versés ;

– les bénéficiaires industriels et commerciaux, les bénéficiaires agricoles, les bénéficiaires non commerciaux, les revenus fonciers, les rentes viagères à titre onéreux, les pensions alimentaires, les salaires et pensions de source étrangère imposables en France versés par un débiteur établi à l'étranger (à l'exception de ceux qui ouvrent droit à un crédit d'impôt égal à l'impôt français).

L'impôt fait l'objet d'acomptes mensuels (ou trimestriels sur option) calculés par l'administration fiscale sur la base de la dernière déclaration de revenus souscrite. Ces acomptes, calculés en appliquant le taux de prélèvement personnalisé¹ aux revenus concernés, sont prélevés sur votre compte bancaire par l'administration fiscale.

Certains revenus imposés comme des salaires donnent également lieu au paiement d'acomptes : revenus des gérants et associés visés à l'article 62 du CGI, des agents généraux d'assurance, des fonctionnaires chercheurs du secteur public et droits d'auteur.

Le bénéficiaire peut immédiatement adapter le montant de ses acomptes au montant des revenus perçus. Par exemple, un commerçant qui cesse son activité ou un titulaire de revenus

fonciers qui n'a plus de locataire peut immédiatement arrêter de payer les acomptes d'impôt correspondant à ces revenus.

Le prélèvement à la source ne s'applique pas aux revenus suivants :

– revenus de capitaux mobiliers, plus-values de cession de valeurs mobilières et gains assimilés ;

– gains de levée d'options, gains d'acquisition d'actions gratuites, gains de cession de titres acquis en exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, gains et distributions de parts de *carried interest*, fraction imposable des indemnités pour préjudice moral ;

– revenus perçus par les non-résidents soumis en France à une retenue à la source spécifique (articles 182A et suivants du CGI) ;

– revenus de source étrangère ouvrant droit à un crédit d'impôt égal à l'impôt français.

L'APPLICATION DU PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE

Le prélèvement à la source (PAS) est calculé en appliquant un taux au montant des revenus qui se trouvent dans le champ du PAS.

Le taux du foyer fiscal est établi sur la base des dernières informations connues de l'administration à partir de la déclaration de revenus. Ce taux, qui prend en compte la totalité des revenus et des charges ainsi que la situation de famille du foyer, est un taux personnalisé permettant d'assurer le prélèvement le plus exact possible l'année de perception des revenus et d'éviter ainsi les régularisations l'année suivante. En revanche, le taux ne tient pas compte des réductions et crédits d'impôt. Le taux appliqué à partir de septembre de l'année N est calculé sur la base de la déclaration souscrite en mai/juin de l'année N sur les revenus N-1.

Les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu ont un taux de prélèvement de 0% et n'ont aucun prélèvement d'impôt.

Par dérogation, le taux est aussi égal à 0 pour les contribuables qui remplissent les deux conditions suivantes :

– l'impôt mis en recouvrement au titre des deux dernières années d'imposition connues (2022 et 2023 pour le taux calculé sur la base des revenus de 2023) est nul, après imputation des réductions et crédits d'impôt ;

– leur revenu fiscal de référence est inférieur à 28792€ par part au titre de la dernière année d'imposition connue (2023).

Plusieurs options sont proposées afin de permettre au contribuable d'intervenir dans la gestion du taux qui sera appliqué.

1. Sauf pour les revenus perçus par les personnes à charge pour lesquelles les acomptes sont calculés en appliquant le taux par défaut.

Le calcul du taux

(BOI-IR-PAS-20-20-10)

Le taux du foyer est déterminé ainsi :

$$\text{IR total} \times \frac{\text{Revenus imposables dans le champ du PAS} - \text{CI étranger}}{\text{Total des revenus imposables du foyer}} \times 100$$

Revenus dans le champ du PAS

Le numérateur

Pour obtenir l'impôt relatif aux revenus dans le champ du PAS, on applique à l'impôt résultant du barème le rapport entre les revenus imposables dans le champ du PAS et le total des revenus nets imposables du foyer. Puis on déduit, le cas échéant, le crédit d'impôt égal à l'impôt étranger afférent aux revenus dans le champ du PAS.

- Impôt sur le revenu (IR total)

Il s'agit de l'impôt sur le revenu du foyer résultant de l'application du barème progressif à l'ensemble des revenus du foyer (dans le champ et hors champ du PAS) compte tenu du quotient familial, après application de la décote et de la réduction d'impôt sous condition de revenu et avant imputation des autres réductions d'impôt et des crédits d'impôt.

- Revenus imposables dans le champ du PAS

Les revenus soumis à la retenue à la source ou à l'acompte (revenus des déclarants 1 et 2, des personnes à charge et rattachées) sont retenus pour leur montant net imposable (après déduction et abattement).

- Total des revenus imposables

Il s'agit du total des revenus nets catégoriels positifs (revenus dans le champ et hors du champ du PAS) de toutes les personnes composant le foyer fiscal, avant déduction des déficits globaux des années antérieures, de la CSG déductible, des charges déductibles et des abattements pour personnes âgées ou pour enfants mariés ou chargés de famille.

Un déficit peut être compensé par un bénéfice réalisé dans la même catégorie de revenus par la même personne. En revanche, un déficit ne peut pas être imputé sur un bénéfice réalisé dans la même catégorie de revenus par un autre membre du foyer : dans ce cas, seul le bénéfice est pris en compte.

- Crédit d'impôt égal à l'impôt payé à l'étranger

L'impôt afférent aux revenus dans le champ du PAS est diminué, le cas échéant, du crédit d'impôt égal à l'impôt payé à l'étranger au titre de ces mêmes revenus, éventuellement limité à l'impôt français correspondant.

Le dénominateur

Le total des revenus dans le champ du PAS se compose :

- des revenus soumis à la retenue à la source pour leur montant déclaré, avant abattement ou déduction ;
- des revenus donnant lieu à acompte pour leur montant imposable.

Le montant du prélèvement

Retenue à la source

(BOI-IR-PAS-30-10)

La retenue à la source prélevée par le débiteur des salaires et pensions est calculée en appliquant le taux du PAS au montant du revenu versé.

Acomptes d'impôt sur le revenu

(BOI-IR-PAS-30-20)

Le montant des acomptes prélevés par l'administration sur le compte bancaire du contribuable est calculé en appliquant le taux du PAS au montant des revenus imposables (sous réserve de certaines corrections) soumis à acomptes qui ressortent de la dernière déclaration de revenus souscrite par le contribuable.

Sont exclus de l'assiette de l'acompte relatif aux BIC, BNC, BA imposés selon un régime réel les plus-values ou moins-values à court terme, les subventions d'équipement et les indemnités d'assurance compensant la perte d'un élément de l'actif immobilisé.

Acomptes de prélèvements sociaux

(BOI-IR-PAS-40)

Certains revenus donnant lieu au versement d'acomptes sont soumis aux prélèvements sociaux : les revenus fonciers, les rentes viagères à titre onéreux, les revenus de locations meublées et certains revenus des professions non salariées non soumis aux cotisations sociales par les organismes sociaux. Dans le cadre du PAS, ces revenus font également l'objet d'acomptes au titre des prélèvements sociaux. Un titulaire de revenus fonciers non imposable à l'impôt sur le revenu peut avoir des acomptes correspondant uniquement aux prélèvements sociaux applicables à ces revenus.

Les impacts sur la déclaration

La déclaration de revenus permet de disposer de l'ensemble des éléments nécessaires au calcul du PAS.

Les revenus soumis à la retenue à la source

S'agissant des salaires, une ligne permet de déclarer les abattements exonérés d'impôt mais retenus pour le calcul du PAS (assistants maternels et familiaux, journalistes).

Les revenus soumis aux acomptes

Les revenus imposés dans la catégorie des salaires mais soumis au versement d'acomptes sont déclarés sur des lignes spécifiques : revenus des gérants et associés visés à l'article 62 du CGI, revenus des agents généraux d'assurance, droits d'auteur et revenus des fonctionnaires chercheurs.

Les salaires et pensions de source étrangère autres que ceux ouvrant droit à un crédit d'impôt égal à l'impôt français sont déclarés séparément. Le crédit d'impôt égal à l'impôt étranger doit être déclaré sur des lignes différentes selon qu'il se rapporte à des revenus qui se trouvent ou non dans le champ du PAS.

Les revenus hors du champ d'application du PAS

Les revenus des non-résidents déjà soumis à une retenue à la source spécifique et les revenus de source étrangère ouvrant droit à un crédit d'impôt égal à l'impôt français sont déclarés séparément.

Certains éléments composant le revenu imposé selon un régime réel dans les catégories BIC, BNC, BA qui revêtent un caractère exceptionnel et ne sont pas retenus pour le calcul du PAS (plus-values et moins-values à court terme, subventions d'équipement, indemnités d'assurance pour perte d'élément d'actif) sont individualisés.

Les options de gestion du PAS

Vous pouvez effectuer toutes les opérations concernant le prélèvement à la source sur le service en ligne "Gérer mon prélèvement à la source" du site impots.gouv.fr

Options sur le taux

Le taux de prélèvement à la source calculé sur la base de votre déclaration de revenus est le taux personnalisé de votre foyer. Les couples peuvent opter pour des taux individualisés. Les salariés qui le souhaitent peuvent opter pour le taux non personnalisé.

L'administration fiscale communique ensuite à l'employeur (ou aux caisses de retraite...) le taux de prélèvement retenu.

Le taux individualisé

(BOI-IR-PAS-20-20-20)

Afin de prendre en compte les disparités éventuelles de revenus au sein du couple, les conjoints peuvent, s'ils le souhaitent, opter pour un taux de prélèvement individualisé en fonction de leurs revenus respectifs, calculé par l'administration, au lieu d'un taux unique pour les deux conjoints du foyer. Le taux individualisé, calculé sur la base de la déclaration de revenus du foyer, est donc un taux personnalisé.

Les taux individualisés permettront au total de prélever le même montant d'impôt que si le taux de prélèvement du foyer avait été appliqué. Il ne s'agit pas d'une individualisation de l'impôt, mais d'une simple répartition différente du paiement de l'impôt entre les conjoints.

Cette option n'a d'incidence ni sur le montant total du prélèvement à la source acquitté par le couple, ni sur le montant total d'impôt dû par le couple qui reste calculé sur l'ensemble de ses revenus et en fonction du nombre de parts de quotient familial dont il dispose. Le taux du foyer reste appliqué aux revenus communs (revenus fonciers...).

Le taux non personnalisé

(BOI-IR-PAS-20-20-30)

Les salariés peuvent opter pour la non transmission de leur taux personnalisé à leur employeur et ainsi se voir appliquer un taux non personnalisé. Dans ce cas, l'employeur applique le taux défini dans la grille de taux (CGI, art. 204 H) et correspondant au taux applicable à un célibataire sans enfant.

Ce taux est très souvent supérieur au taux personnalisé et conduit à un prélèvement plus important qui sera remboursé l'année suivante. Aucun remboursement ne sera effectué en cours d'année par l'administration fiscale. En revanche, lorsque le taux non personnalisé est inférieur au taux personnalisé, le salarié doit obli-

gatoirement verser à l'administration fiscale sur impots.gouv.fr une somme correspondant à la différence entre l'application de son taux personnalisé et l'application du taux non personnalisé.

Ce taux non personnalisé est également appliqué si l'administration fiscale n'est pas en mesure de communiquer un taux au collecteur, par exemple en cas d'échec d'identification du contribuable entre le verseur de revenu et le système d'information de l'administration. Il en est de même pour les personnes qui sont fiscalement à la charge de leurs parents (CGI, article 204 H, III, 2).

Modulation du prélèvement

(BOI-IR-PAS-20-30-20)

Le montant du prélèvement peut être modulé à la hausse ou à la baisse de manière contemporaine, sur demande du contribuable, pour :

- tenir compte de l'évolution de ses revenus ;
- prendre en compte l'évolution de sa situation (en dehors des changements de situation de famille : naissance ou adoption, mariage ou PACS, divorce ou rupture de PACS, décès du conjoint, voir infra "changements de situation").

Cette modulation se fait dans l'application "Gérer mon prélèvement à la source" et en cliquant sur "Actualiser suite à une hausse ou à une baisse de vos revenus".

La modulation à la baisse est subordonnée à l'existence d'un écart de plus de 5% entre le montant du prélèvement d'impôt sur le revenu (RAS et acomptes éventuels) résultant de la nouvelle situation et des revenus estimés par le contribuable pour l'année en cours et le montant du prélèvement qu'il supporterait en l'absence de modulation.

Ainsi, à l'occasion d'une demande de modulation, le contribuable peut être amené à indiquer à l'administration ses revenus de l'année précédente si la déclaration des revenus N-1 n'est pas encore prise en compte, afin de déterminer le prélèvement qui serait supporté en l'absence de modulation.

Dès lors que la modulation est autorisée (condition vérifiée automatiquement par l'administration), ses effets s'appliquent non seulement au taux personnalisé (IR), mais également aux acomptes IR et PS, qui sont recalculés.

Le montant des acomptes contemporains dont le contribuable devra s'acquitter suite à modulation tient compte des acomptes déjà versés depuis le début de l'année.

Gestion des acomptes

Lorsqu'il s'agit d'un acompte individuel (prélevé au titre de revenus BIC, BNC, BA, revenus des gérants article 62 propres à l'un des déclarants), seul le déclarant auquel est rattaché l'acompte peut agir sur cet acompte.

Lorsqu'il s'agit d'un acompte calculé pour le foyer (au titre de revenus non rattachés à l'un des deux déclarants : revenus fonciers, RVTO, revenus des personnes à charge), les deux déclarants peuvent agir sur cet acompte.

Le contribuable a la possibilité d'opter pour la trimestrialisation des acomptes ; cette option est annuelle et doit être exercée au

plus tard le 30 septembre de l'année précédente. Les prélèvements ont lieu les 15 février, 15 mai, 15 août et 15 novembre. Cette option est valable pour tous les acomptes.

Un usager a la possibilité d'augmenter librement un acompte. En revanche, pour diminuer un acompte, il doit effectuer une modulation à la baisse (possible seulement sous condition).

Le titulaire de revenus BIC, BNC, BA donnant lieu au prélèvement d'acomptes peut demander qu'une échéance ne soit pas prélevée mais soit reportée sur l'échéance suivante. Dans ce cas, l'échéance suivante est égale au double du montant habituel.

Le nombre de reports est limité à 3 échéances par an en cas de prélèvement mensuel et à une échéance par an en cas de prélèvement trimestriel. La dernière échéance (décembre pour le prélèvement mensuel et novembre pour le prélèvement trimestriel) ne peut pas être reportée.

Changements de situation

(BOI-IR-PAS-20-30-10)

Naissance ou adoption

Pour bénéficier au plus vite d'un taux de prélèvement en lien avec sa nouvelle situation de famille, l'usager a intérêt à déclarer la naissance ou l'adoption dès qu'elle survient.

Les naissances déclarées dans le service "Gérer mon prélèvement à la source" sont prises en compte pour la déclaration préremplie de l'année suivante.

L'administration calcule un nouveau taux en tenant compte du quotient familial résultant de cette augmentation des charges de famille et à partir des derniers revenus connus. Selon la date à laquelle la naissance est déclarée, il peut être demandé les revenus de l'année précédant la naissance.

Mariage ou Pacs

Le mariage ou le Pacs doit être déclaré à l'administration fiscale dans les 60 jours qui suivent.

Il a pour conséquence l'application aux revenus des deux conjoints d'un nouveau taux, le taux personnalisé du foyer (sauf option pour l'imposition séparée), calculé à partir des revenus des deux conjoints de l'année N-2 (taux applicable du jour de la déclaration du mariage ou pacs au 31 août N) ou N-1 (taux applicable à compter du 1^{er} septembre N), selon la date à laquelle l'événement est déclaré.

Il est nécessaire de saisir les coordonnées bancaires du foyer (un seul compte par foyer).

Divorce ou rupture de Pacs

Le divorce ou la rupture de Pacs doit être déclaré dans les 60 jours de l'événement.

L'usager doit également communiquer un RIB.

Les nouveaux taux calculés prennent en compte la nouvelle situation de famille (notamment en ce qui concerne la garde des enfants) ainsi que les revenus et charges estimés (y compris les pensions alimentaires versées ou reçues).

Décès

Décès d'une personne seule

La retenue à la source appliquée aux salaires ou pensions de la personne décédée cesse avec l'arrêt du versement des revenus. Lorsque le décès est déclaré à la banque les acomptes contemporains sont rejetés. Dès lors que l'administration a connaissance du décès par l'INSEE, l'information permet de stopper les prélèvements pour les acomptes contemporains.

Par ailleurs, sur demande d'un ayant-droit ou du notaire chargé de la succession, les prélèvements peuvent être arrêtés par l'administration. La déclaration de décès d'une personne seule ne peut pas être effectuée en ligne. Elle est prise en compte lorsque la taxation de la déclaration arrive.

Décès du conjoint

Le décès du conjoint supprime un foyer fiscal comprenant deux déclarants pour créer un foyer fiscal ne comprenant plus qu'un seul déclarant.

La déclaration de décès se fait à partir du numéro fiscal du conjoint survivant. Cette opération ne doit pas être confondue avec la déclaration de succession.

Suite à la déclaration du décès dans le service "Gérer mon prélèvement à la source", un nouveau taux de prélèvement et éventuellement des acomptes contemporains sont calculés. De la date de la déclaration du décès jusqu'au 31 décembre de l'année, le taux personnalisé est déterminé en prenant en compte les seuls revenus du conjoint survivant perçus en son nom ou au nom du couple et le nombre de parts de quotient familial correspondant à la situation avant décès. À compter du 1^{er} janvier suivant l'année du décès et jusqu'au 31 août de la deuxième année suivant celle du décès, le taux personnalisé est déterminé en prenant en compte les seuls revenus du conjoint survivant perçus en son nom ou au nom du couple et le nombre de parts de quotient familial correspondant à la situation après décès.